

# **Circulaire du Conseil fédéral aux gouvernements cantonaux concernant les élections pour le renouvellement intégral du Conseil national du 22 octobre 1995**

du 26 octobre 1994

---

Fidèles et chers Confédérés,

Aux termes de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (RS 161.1; RO 1994 2414; ci-après: LDP), la législature du Conseil national prend fin au moment où se constitue le nouveau conseil élu (art. 57 LDP); la 44<sup>e</sup> législature se terminera donc le lundi 4 décembre 1995. Les élections ordinaires pour le renouvellement intégral de ce conseil (45<sup>e</sup> législature) auront lieu le 22 octobre 1995 et les jours qui précèdent, dans les limites des dispositions légales (art. 19 LDP). La nouvelle législature durera jusqu'au lundi marquant l'ouverture de la session d'hiver 1999. Nous vous invitons à prendre les mesures nécessaires à l'organisation de ces élections dans votre canton.

## **1 Bases légales**

Les bases légales sont la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques et son ordonnance du 24 mai 1978 (RS 161.11, RO 1994 2423; ci-après ODP). Toutes deux contiennent de nouvelles dispositions qui seront appliquées pour la première fois lors de ces élections au Conseil national. En ce qui concerne la participation des Suisses de l'étranger, il y a lieu d'appliquer en outre les dispositions de la loi fédérale du 19 décembre 1975 sur les droits politiques des Suisses de l'étranger (RS 161.5; ci-après LDPSE) et de l'ordonnance y afférente du 16 octobre 1991 (RS 161.51; ci-après ODPSE), de même que la Circulaire du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) du 16 octobre 1991 aux Chancelleries d'Etat des cantons et aux représentations suisses à l'étranger sur les droits politiques des Suisses de l'étranger (FF 1991 IV 516-520).

## 2 Répartition des sièges

L'article 72 de la constitution dispose que le Conseil national se compose de deux cents députés du peuple suisse, les sièges étant répartis entre les cantons et demi-cantons proportionnellement à leur population de résidence, et chaque canton et demi-canton ayant droit à un siège au moins. Conformément aux articles 16 et 17 LDP et à l'ordonnance du 19 octobre 1994 sur la répartition des sièges lors du renouvellement intégral du Conseil national (RS 161.12; RO 1994 2429), les sièges ont été répartis entre les cantons de la manière suivante:

Tableau 1

1. Zurich	34	14. Schaffhouse	2
2. Berne	27	15. Appenzell Rh.-Ext.	2
3. Lucerne	10	16. Appenzell Rh.-Int.	1
4. Uri	1	17. Saint-Gall	12
5. Schwyz	3	18. Grisons	5
6. Unterwald-le-Haut	1	19. Argovie	15
7. Unterwald-le-Bas	1	20. Thurgovie	6
8. Glaris	1	21. Tessin	8
9. Zoug	3	22. Vaud	17
10. Fribourg	6	23. Valais	7
11. Soleure	7	24. Neuchâtel	5
12. Bâle-Ville	6	25. Genève	11
13. Bâle-Campagne	7	26. Jura	2

## 3 Dispositions générales concernant la procédure

### 31 Exercice du droit de vote

Les gouvernements édictent les dispositions d'exécution sur *l'exercice du droit de vote* (cf. art. 83 et 91, 2<sup>e</sup> al., LDP). La modification du 18 mars 1994 de la LDP (FF 1994 II 223 à 231) contient à ce propos de nouvelles dispositions de droit fédéral (art. 3, 1<sup>er</sup> al., art. 5, 3<sup>e</sup> à 5<sup>e</sup> al., art. 8, 2<sup>e</sup> al. et art. 11, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> al.).

### 32 Causes de nullité et d'annulation

Les dispositions sur *les causes de nullité et d'annulation* découlant de la procédure cantonale (enveloppe électorale ou estampille, etc.; cf. art. 12, 2<sup>e</sup> al., LDP), s'appliquent aussi aux élections au Conseil national (art. 38 et 49 LDP).

### 33 Précautions contre les manipulations

On veillera notamment à ce qu'*aucun* électeur ne mette plus d'un seul bulletin dans l'urne.

### 34 Pratiques punissables

A ce propos, nous attirons votre attention sur l'article 282<sup>bis</sup> du code pénal suisse:

#### *Art. 282<sup>bis</sup>*

Celui qui recueille, remplit ou modifie systématiquement des bulletins de vote ou qui distribue des bulletins ainsi remplis ou modifiés sera puni des arrêts ou de l'amende.

### 35 Bureaux électoraux des communes

Selon l'article 8 ODP, les résultats des élections au Conseil national sont déterminés dans les bureaux électoraux des communes, chaque commune politique ayant généralement *un* bureau.

On constate cependant dans quelques cantons des exceptions à la règle, à savoir dans les deux cas suivants:

**351** Une commune figurant sur la liste officielle des communes *ne dispose pas* (en raison du petit nombre de ses habitants) d'un bureau électoral propre où sont remplies les formules officielles 1 à 4. Les bulletins des électeurs d'une telle commune sont dépouillés avec ceux qui ont été déposés dans une commune voisine comptant plus d'électeurs.

**352** Une commune a (en raison du nombre élevé de ses habitants ou de son étendue) *plusieurs* bureaux électoraux ou bureaux de dépouillement. Les formules officielles 1 à 4 seront remplies dans chaque bureau électoral ou bureau de dépouillement.

Il est important d'avoir connaissance de ces exceptions pour le dépouillement des résultats. C'est pourquoi nous vous prions de communiquer ces renseignements à la Chancellerie fédérale en lui renvoyant les appendices 3 et 4 d'ici au 15 juin 1995.

## 36 Remise du matériel de vote aux électeurs

Les cantons font remettre à tous les électeurs, au plus tard *dix jours avant* le jour fixé pour le scrutin, à savoir d'ici au 12 octobre 1995, un bulletin électoral (lorsque l'élection a lieu selon le système majoritaire) ou un jeu complet de tous les bulletins électoraux (lorsque l'élection a lieu selon le système de la représentation proportionnelle; cf. art. 33, 2<sup>e</sup> al., et 48 LDP), y compris la notice explicative de la Confédération. Ce délai est *plus court* que pour les votations populaires (art. 11, 3<sup>e</sup> al., LDP: trois à quatre semaines).

**361** Dans un délai aussi court, de nombreux Suisses de l'étranger se verraient dans l'impossibilité de participer, par correspondance, aux élections au Conseil national étant donné que l'acheminement des envois postaux internationaux prend souvent beaucoup de temps.

C'est pourquoi nous vous prions de faire en sorte que l'impression et l'expédition de tous les bulletins électoraux soient terminées un maximum de jours avant le 12 octobre 1995, afin que nos compatriotes à l'étranger puissent exercer leur droit de vote.

**361.1** De nombreux Suisses de l'étranger prévoient un *séjour dans leur patrie* pour exercer leur droit de vote. En l'occurrence ils risquent, en vertu des délais qui leur sont familiers en matière de votations fédérales, de considérer que les délais sont analogues pour les élections au Conseil national et, partant, d'aller chercher le matériel de vote auprès de leur commune de vote dès le 21<sup>e</sup> jour avant l'élection, c'est-à-dire dès fin septembre 1995. Dans ce cas également, le matériel de vote devrait être disponible le plus tôt possible afin que les Suisses de l'étranger se rendant en Suisse puissent exercer valablement leur droit de vote.

**361.2** *Les fonctionnaires et employés fédéraux en service à l'étranger* peuvent utiliser le service du courrier du DFAE pour l'envoi et le renvoi du matériel de vote. Le courrier est envoyé aux représentations à l'étranger soit par voie terrestre ou aérienne, soit par l'entremise de compagnies aériennes; pour la plupart de nos représentations, le courrier n'est acheminé qu'une fois par semaine dans les deux directions. Les dates d'envoi sont déterminées par les horaires des compagnies d'aviation et ne peuvent être modifiés. Le renvoi en temps voulu des bulletins électoraux aux communes intéressées, par l'intermédiaire du service du courrier du DFAE, serait dans beaucoup de cas matériellement impossible si les communes ne remettaient le matériel de vote à ce service que dix jours avant le jour de l'élection.

C'est pourquoi les communes concernées devraient, dans la mesure du possible, adresser au service du courrier du DFAE, *d'ici à fin septembre 1995 au plus tard*, les bulletins électoraux destinés aux fonctionnaires et employés fédéraux en service à l'étranger, de manière que ces derniers puissent, eux aussi, exercer valablement leur droit de vote.

362 On adressera à la Chancellerie fédérale trois jeux complets de tous les bulletins électoraux.

#### 4 **Cantons où l'élection a lieu selon le système majoritaire**

##### 41 **Cantons concernés**

Dans les cantons qui n'ont à élire qu'un membre du Conseil national (Uri, Unterwald-le-Haut, Unterwald-le-Bas, Glaris et Appenzell Rh.-Int.), l'élection a lieu selon le *système majoritaire*.

##### 42 **Condition requise pour une élection tacite**

Si un canton connaissant le système majoritaire souhaite permettre une *élection tacite*, la procédure à suivre doit être fixée dans un acte législatif cantonal (art. 47, 2<sup>e</sup> al., LDP).

##### 43 **Majorité relative**

Le système appliqué est celui de la majorité relative: celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix est élu (art. 47 LDP).

##### 44 **Procédure en cas d'égalité des suffrages**

En cas d'*égalité des suffrages*, c'est le sort qui décide (art. 47, 1<sup>er</sup> al., 3<sup>e</sup> phrase, LDP).

##### 45 **Bulletins blancs et bulletins nuls**

Les *bulletins blancs et les bulletins nuls* ne sont pas pris en considération pour la constatation du résultat de l'élection (art. 20a LDP). Sont nuls, notamment, les bulletins électoraux qui portent les noms de plusieurs personnes, qui ne sont pas officiels ou qui sont remplis autrement qu'à la main (art. 49, 1<sup>er</sup> al., let. a, b et c, LDP).

##### 46 **Procès-verbal des résultats de l'élection**

Le bureau électoral du canton consignera au procès-verbal des *résultats de l'élection* les noms du candidat élu et des candidats non élus ayant obtenu au moins 100 suffrages, dans l'ordre des suffrages obtenus, en indiquant - selon le modèle B - leurs

nom, prénom, année de naissance, profession, lieu d'origine et domicile, ainsi que, le cas échéant, le parti auquel ils appartiennent.

#### **47 Indications précises concernant la profession des candidats**

On veillera à *indiquer avec précision la profession* des candidats élus *appartenant au clergé* ou travaillant *au service de la Confédération*. Il est en effet indispensable que ces indications figurent dans le procès-verbal afin que l'on puisse exiger à temps des candidats élus de choisir entre leur mandat ecclésiastique ou leur travail au service de la Confédération, d'une part, et leur mandat au Conseil national, d'autre part, car ces fonctions sont incompatibles (art. 75 et 77 cst.).

#### **48 Voix éparses**

Il n'est pas nécessaire de mentionner nommément les candidats qui ont obtenu moins de 100 suffrages et qui n'ont pas été élus; on additionnera leurs suffrages et on inscrira le total en indiquant "*voix éparses*".

#### **5 Cantons où l'élection a lieu selon le système de la représentation proportionnelle**

Dans les cantons où les élections ont lieu selon le système de la représentation proportionnelle, les gouvernements doivent prendre notamment les mesures suivantes:

#### **51 Désignation du bureau électoral du canton et élaboration d'instructions à l'intention des bureaux électoraux des communes**

**511** Les gouvernements cantonaux désignent le service (*bureau électoral du canton*) auquel incombe le soin de diriger les opérations électorales, en particulier de recevoir et de mettre au point les listes de candidats ainsi que de récapituler les résultats de l'élection (art. 7 ODP).

**512** Ils règlent la composition des bureaux électoraux des communes, élaborent des instructions à leur intention et leur fournissent les *formules de dépouillement* figurant à l'annexe 2 de l'ODP. Les cantons peuvent se procurer ces formules, au prix coûtant, auprès de la Chancellerie fédérale (art. 8, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> al., ODP).

## **52 Communication de la date limite du dépôt des listes de candidats et du délai de mise au point des listes**

Les gouvernements cantonaux communiquent à la Chancellerie fédérale, d'ici au 1<sup>er</sup> mars 1995, le lundi qui, selon leur législation, constitue *la date limite* du dépôt des listes de candidats et ils lui indiquent si le délai de mise au point des listes est fixé à sept ou à quatorze jours (art. 8a ODP; art. 21, 1<sup>er</sup> al., et art. 29, 4<sup>e</sup> al., LDP). Nous nous permettons de vous signaler que, matériellement, il n'est possible de fixer la date limite du dépôt des listes de candidats au dernier lundi de septembre que si votre législation réduit en même temps à une semaine le délai accordé pour la mise au point des listes (art. 29, 4<sup>e</sup> al., LDP).

## **53 Formules de dépouillement**

Si un canton désire utiliser des formules de dépouillement différentes des modèles figurant à l'annexe 2 de l'ODP, le gouvernement cantonal doit présenter au Conseil fédéral, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1995, une demande dûment motivée (art. 8, 3<sup>e</sup> al., ODP). Il n'est pas nécessaire de faire une nouvelle demande pour les formules de dépouillement différentes qui ont déjà été approuvées par le Conseil fédéral à l'occasion des élections de 1983, 1987 ou 1991.

## **54 Invitation à déposer les listes de candidats**

Les gouvernements invitent en temps utile les électeurs à *déposer les listes de candidats*, en attirant en particulier leur attention sur les prescriptions suivantes:

**541** Le gouvernement cantonal doit être *en possession* des listes de candidats au plus tard à la date limite - à savoir le lundi fixé par votre législation et compris entre le 1<sup>er</sup> août et le 30 septembre 1995 -, avant la fermeture des bureaux. Il ne suffit donc *pas*, pour que soit respecté le délai fixé pour le dépôt des listes de candidats, que le timbre postal porte cette date (art. 21, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> al., LDP).

**542** Les listes de candidats ne doivent pas porter un nombre de noms supérieur à celui des députés à élire dans l'arrondissement, et aucun nom ne doit y figurer plus de deux fois (art. 22, 1<sup>er</sup> al., LDP). Dorénavant, *toute* personne dont le nom figure sur une liste de candidats doit confirmer par écrit qu'elle accepte sa candidature (art. 22, 3<sup>e</sup> al., LDP). A cet effet, il lui suffit d'apposer sa signature sur la liste de candidats (art. 8b, 2<sup>e</sup> al., ODP).

**543** Le nom d'un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste d'un même arrondissement ni sur les listes de plus d'un canton où l'élection a lieu selon le système

de la représentation proportionnelle (art. 27, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> al., LDP); sinon, il doit être immédiatement biffé de toutes les listes.

**544** Toute liste de candidats doit porter la signature manuscrite d'un nombre minimum d'électeurs dont le domicile politique se trouve dans l'arrondissement (art. 24, 1<sup>er</sup> al., LDP), et porter en tête une *dénomination* qui la distingue des autres listes (art. 23 LDP). Aucun électeur n'a le droit de signer plus d'une liste de candidats. En cas de doute, seule la signature apposée sur la liste déposée en premier lieu est réputée valable (art. 8b, 3<sup>e</sup> al., ODP). Aucun candidat ne peut retirer sa signature après le dépôt de la liste (art. 24, 2<sup>e</sup> al., LDP). Dorénavant, le nombre de signatures requises dans les cantons connaissant le système de la représentation proportionnelle est le suivant:

Tableau 2

1. Zurich	400	12. Saint-Gall	200
2. Berne	400	13. Grisons	100
3. Lucerne	100	14. Argovie	200
4. Schwyz	100	15. Thurgovie	100
5. Zoug	100	16. Tessin	100
6. Fribourg	100	17. Vaud	200
7. Soleure	100	18. Valais	100
8. Bâle-Ville	100	19. Neuchâtel	100
9. Bâle-Campagne	100	20. Genève	200
10. Schaffhouse	100	21. Jura	100
11. Appenzell Rh.-Ext.	100		

**545** Pour les candidats et les signataires des listes de candidats, ces dernières doivent indiquer, le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession et l'adresse du domicile politique (dans les grandes localités, la rue et le numéro); pour les candidats, elles doivent en outre indiquer le lieu d'origine (cf. art. 22, 2<sup>e</sup> al., et 24, 1<sup>er</sup> al., LDP). Les indications minimales devant figurer sur toute liste de candidats sont mentionnées sur la formule type de l'annexe 3a de l'ODP (= appendice 7; cf. art. 8b, 1<sup>er</sup> al., ODP).

**546** Les signataires de la liste de candidats doivent désigner un *mandataire* ainsi qu'un *suppléant* chargés des relations avec les autorités. S'ils ne le font pas, le signataire dont le nom figure en tête est considéré comme mandataire, et le suivant comme suppléant (art. 25, 1<sup>er</sup> al., LDP).

Le mandataire ou, en cas d'empêchement, son suppléant a le droit et le devoir de donner, au nom des signataires de la liste et de manière à les lier juridiquement, toutes les indications permettant d'éliminer les difficultés qui pourraient se produire (art. 25, 2<sup>e</sup> al., LDP). Selon le droit fédéral, le deuxième lundi suivant la date limite du dépôt

des listes de candidats, toutes les listes doivent avoir été mises au point; toutefois, votre droit cantonal peut réduire ce délai à une semaine (art. 29, 4<sup>e</sup> al., LDP).

**547** Deux listes de candidats ou plus peuvent porter une déclaration concordante par laquelle les signataires ou leurs mandataires font savoir qu'elles sont apparentées (apparentement); cette déclaration doit être faite au plus tard à la fin du délai de mise au point prévu par votre législation (quatorze ou sept jours après la date limite du dépôt des listes de candidats). A présent, seuls sont valables les sous-apparetements entre listes de même dénomination qui ne se différencient que par une adjonction destinée à établir une distinction quant au sexe, à l'aile d'appartenance d'un groupement, à la région ou à l'âge des candidats (art. 31, al. 1<sup>bis</sup>, LDP). Un groupe de listes apparentées est considéré, à l'égard des autres listes, comme une liste unique (art. 42, 1<sup>er</sup> al., LDP). Les sous-sous-apparetements ne sont plus autorisés (art. 31, 1<sup>er</sup> al., deuxième phrase, LDP). Les déclarations d'apparetement sont dorénavant irrévocables (art. 31, 3<sup>e</sup> al., LDP). Elles doivent mentionner au minimum les indications conformes à la formule type de l'annexe 3b de l'ODP (= appendice 8; art. 8e, 1<sup>er</sup> al., ODP).

## **55 Communications à la Chancellerie fédérale**

**551** Conformément à l'article 21, 3<sup>e</sup> alinéa, LDP, *les cantons doivent communiquer les listes des candidats à la Chancellerie fédérale sans délai et par télécopie (031/322'58'43 ou 031/322'37'06)*. Comme le délai fixé pour le dépôt des listes de candidats expirera, selon les cantons, au plus tôt le 7 août et au plus tard le 25 septembre 1995 et que la Chancellerie fédérale doit biffer, de la deuxième liste et des suivantes, tout nom figurant sur les listes de plusieurs cantons (art. 27 LDP), il est indispensable que les listes de candidats soient *immédiatement* transmises à la Chancellerie fédérale. Ces listes seront établies conformément au Modèle A (appendice 5); elles indiqueront l'identité de chaque candidat (nom, prénom, année de naissance, profession, sexe, lieu d'origine et domicile) ainsi qu'un numéro pour chaque candidat, composé du numéro de la liste et du numéro précisant le rang du candidat sur la liste. *Toute modification ultérieure, de même que tous les apparetements, doivent être immédiatement communiqués à la Chancellerie fédérale par télécopie (no 031/322'58'43 ou 031/322'37'06)*.

**552** On veillera à indiquer avec précision la *profession des candidats travaillant au service de la Confédération ou appartenant au clergé*. Ces indications doivent absolument figurer sur les *listes de candidats* afin que l'on puisse exiger à temps des candidats élus de choisir entre leur mandat ecclésiastique ou leur travail au service de la Confédération, d'une part, et leur mandat au Conseil national, d'autre part, car ces fonctions sont incompatibles (art. 75 et 77 cst.).

553 Le canton transmettra à la Chancellerie fédérale, au plus tard dans les 24 heures qui suivent la mise au point des listes, une copie de chacune d'entre elles et mentionnera que la liste est *définitivement établie* (art. 8d, 4<sup>e</sup> al., ODP).

## 56 Etablissement des bulletins électoraux

Lors de *l'établissement des bulletins électoraux*, il convient de respecter les principes suivants:

561 Les *apparentements et, le cas échéant, les sous-apparentements* doivent être indiqués sur les listes concernées (art. 31, 2<sup>e</sup> al., LDP);

562 Chaque liste doit porter un *numéro d'ordre* (art. 30, 2<sup>e</sup> al., LDP);

563 Chaque *candidat* doit recevoir un *numéro* composé du numéro de la liste et du numéro indiquant le rang du candidat sur la liste. Ces numéros doivent avoir quatre chiffres dans les cantons ayant dix sièges ou plus à pourvoir ou comptant dix listes ou plus (le 12<sup>e</sup> candidat de la liste 2 a par exemple le numéro 02.12); en outre, il est recommandé d'attribuer *un seul et même* numéro aux candidats précumulés.

564 Les électeurs doivent recevoir en plus un document où figurent les indications relatives à tous les candidats, à la dénomination des listes ainsi qu'aux apparentements et sous-apparentements, si votre canton a l'intention de remplacer les bulletins électoraux par des bulletins de saisie (art. 33, al. 1<sup>bis</sup>, et art. 5, 1<sup>er</sup> al., deuxième phrase, LDP).

## 57 Préparation des formules

Si on fait parvenir aux bureaux électoraux des formules 2 et 4 *imprimées* qui portent la dénomination des listes ainsi que les noms des candidats, il importe que ces formules soient établies de manière à empêcher que des inscriptions soient faites au mauvais endroit. La case destinée à l'inscription des suffrages blancs, par exemple, ne doit être laissée libre que sur la formule 2 de la *dernière* liste; elle doit être barrée à l'endroit correspondant sur les autres formules 2. Les candidats précumulés ne peuvent être inscrits *qu'une seule fois* sur la formule 2; ils doivent cependant être mentionnés dans le même ordre que sur les bulletins imprimés. Sur les formules 2 et 3b, les candidats reçoivent le même numéro que sur le bulletin électoral (cf. ch. 563).

**6 Constatation des résultats de l'élection selon le système de la représentation proportionnelle**

**61 Formule 1**

On inscrira sur la *formule 1* non seulement le nombre des bulletins non modifiés pour chaque liste séparément, mais aussi le nombre des bulletins modifiés.

Les bulletins sans dénomination de parti sont considérés comme des bulletins modifiés, mais forment un groupe à part; leur nombre doit également être inscrit sur la formule 1, dans la dernière colonne à droite:

**62 Constatation des résultats par commune**

Dans les communes, on procédera de la manière suivante pour constater les résultats:

**621 Tri des bulletins rentrés**

**621.1** Après l'ouverture des urnes, les bulletins sont séparés en bulletins nuls (art. 38 LDP), bulletins blancs et bulletins valables.

**621.2** On compte immédiatement les bulletins nuls et les bulletins blancs, on en inscrit le nombre sur la formule 1 et la formule 4 (procès-verbal), puis on les met définitivement de côté (art. 20a LDP).

**621.3** Les bulletins valables sont séparés en bulletins *non modifiés* et en bulletins *modifiés*. Les bulletins électoraux sans dénomination de parti sont considérés comme des bulletins modifiés.

**621.4** Les bulletins non modifiés et les bulletins modifiés sont ensuite classés d'après la dénomination de la liste - *les bulletins sans dénomination de liste ou de parti forment un groupe à part* - et leurs nombres sont inscrits sur la *formule 1*. Les nombres des bulletins modifiés et des bulletins non modifiés doivent en outre être inscrits séparément par liste sur les *formules 2* correspondantes. Le total de tous les bulletins avec dénomination de parti, qu'ils soient modifiés ou non modifiés, doit être inscrit sur la *formule 4*. Le nombre des bulletins sans dénomination de parti déjà inscrits sur la formule 1 doit être également reporté sur la formule 4.

**622 Traitement des bulletins modifiés**

**622.1** Les bulletins modifiés doivent tout d'abord être mis au point.

- 622.11** Il faut *biffer* au crayon de couleur:
- 622.111** les répétitions en surnombre du nom d'un candidat qui figure plus de deux fois;
- 622.112** les noms qui ne figurent sur aucune liste de l'arrondissement;
- 622.113** les noms écrits de manière illisible et les noms des candidats qu'il n'est pas possible d'identifier;
- 622.114** les noms en surnombre;
- 622.115** les cumuls (deux suffrages accordés à certains candidats), indiqués par des guillemets, par "dito", "idem", etc.
- 622.12** Lorsque les numéros de candidats font défaut, il y a lieu de les *ajouter*.
- 622.13** Il faut *contrôler* si les numéros des candidats concordent avec les noms. En cas de divergence entre le nom et le numéro, c'est le nom qui compte, et le numéro doit être corrigé en conséquence.
- 622.14** Les lignes laissées en blanc comptent comme *suffrages complémentaires*:
- 622.141** lorsqu'un bulletin porte une dénomination de liste qui, sans concorder mot pour mot avec l'une des dénominations de listes publiées officiellement, ne laisse subsister aucun doute quant à la liste qui est désignée;
- 622.142** lorsqu'un bulletin ne porte aucune dénomination de liste, ou porte une dénomination ambiguë, mais que le numéro d'ordre d'une liste publiée officiellement est indiqué;
- 622.143** lorsqu'un bulletin porte une dénomination de liste valable et un numéro d'ordre qui ne concordent pas; dans ce cas, c'est la dénomination de la liste qui compte (art. 37, 4<sup>e</sup> al., LDP);
- 622.144** lorsqu'un bulletin ne porte que la dénomination d'un parti bien que celui-ci ait déposé plusieurs listes *régionales* dans le canton; les suffrages complémentaires sont, en pareil cas, attribués à la liste de la région où le bulletin a été déposé (art. 37, 2<sup>e</sup> al., LDP);
- 622.145** lorsqu'un bulletin ne porte que la dénomination d'un parti bien que celui-ci ait déposé plusieurs listes ne différant pas - ou pas seulement - quant à des aspects *régionaux*, mais aussi quant à *l'âge, au sexe ou à l'aile d'appartenance d'un groupement*; en l'occurrence, on attribue les suffrages complémentaires à la liste dont le numéro d'ordre figure sur le bulletin; si aucun numéro d'ordre n'est indiqué, on

attribue les suffrages complémentaires à la liste qui, au moment où elle a été déposée, a été déclarée *liste mère* (cf. ch. 547 ci-dessus).

**622.2** Ensuite, on *numérote les bulletins électoraux* de manière continue en inscrivant le numéro dans la case prévue en haut, à droite (ou à gauche); pour chaque liste, on commence par le chiffre 1.

**622.3** Ensuite, les bulletins modifiés sont inscrits sur les feuilles de dépouillement (*formule 3*) établies séparément pour chaque liste et pour les bulletins sans dénomination de parti. Ne peuvent donc figurer sur la même feuille de dépouillement que les bulletins portant la *même* dénomination de liste ou les bulletins *sans* dénomination de parti.

**622.4** Une récapitulation (*formule 3a*) doit être établie pour *chaque* liste et pour les bulletins *sans* dénomination de parti. Les résultats de ces récapitulations sont ensuite reportés sur la *formule 3b* (récapitulation de toutes les listes); on calculera alors les totaux horizontalement et verticalement.

**622.5** A titre de *contrôle*, les chiffres totaux indiqués verticalement sur les formules 3, 3a et 3b sont divisés par le nombre des sièges du canton. Le résultat doit être égal au nombre de bulletins électoraux traités.

## **623 Formule 2**

On peut dès lors récapituler sur la formule 2 les suffrages nominatifs et les suffrages de parti tant des bulletins non modifiés que des bulletins modifiés.

**623.1** Pour chaque liste (*sauf* pour les bulletins *sans* dénomination de parti), on remplit un exemplaire (avec double) de la formule 2. Dans la *première* colonne (suffrages des bulletins *non modifiés*) on inscrit encore une fois, pour chaque candidat dont le nom n'est pas cumulé, le nombre de bulletins non modifiés indiqué plus haut. Pour les candidats dont le nom est cumulé, on inscrit le chiffre double.

**623.2** En se fondant sur les données de la formule 3b, on porte dans la *seconde* colonne les suffrages nominatifs de tous les bulletins *modifiés* (y compris ceux des bulletins sans dénomination de parti).

**623.3** Les suffrages blancs qui proviennent des bulletins *sans* dénomination de parti ne doivent être indiqués qu'*une fois*, c'est-à-dire sur la formule 2 de la *dernière* liste.

## 624 Formule 4

Les formules 1 à 3b seront insérées dans la *formule 4*.

**624.1** Il y a lieu, tout d'abord, de compléter les indications figurant sur la première page de la formule 4.

**624.2** A la page 2, on inscrit, les uns à côté des autres, les suffrages nominatifs et les suffrages complémentaires de chaque liste et l'on procède horizontalement (de gauche à droite) à l'addition de ces suffrages. Après avoir reporté et additionné les suffrages de toutes les listes de parti, on additionne verticalement les chiffres figurant dans les trois colonnes. L'addition horizontale du nombre des suffrages nominatifs et du nombre des suffrages complémentaires donne le total des suffrages de parti. Sur la ligne réservée au-dessous, il y a lieu de reporter le nombre des suffrages blancs qui figurent sur la formule 2 de la dernière liste. Une dernière addition donne le total des suffrages nominatifs, des suffrages complémentaires et des suffrages blancs. Pour procéder au contrôle, on divise ce total par le nombre des sièges dont dispose le canton: le quotient doit être égal au nombre des bulletins valables inscrits sur la première page de la formule 4.

## 63 Récapitulation des résultats par canton

**631** Le bureau électoral du canton établit en deux exemplaires un *procès-verbal* des résultats de l'élection. Ce procès-verbal doit être conforme à la *formule 5*, tant par sa teneur que par sa présentation.

**632** Le bureau électoral du canton indiquera dans le procès-verbal les *candidats élus* et les *candidats non élus* de chaque liste de parti dans l'ordre des suffrages obtenus, en précisant leur identité selon le modèle B (nom, prénom, année de naissance, profession, lieu d'origine et domicile; cf. appendice 6) ainsi que le numéro des candidats, comprenant le *numéro de la liste accompagné du numéro précisant le rang du candidat sur la liste*.

## 64 Graphique indiquant comment procéder au dépouillement

Nous avons établi, pour faciliter le dépouillement, un *graphique* récapitulant les opérations de report des résultats sur les formules. Nous vous en faisons parvenir un exemplaire et vous prions de nous indiquer le nombre de tableaux dont votre canton a besoin. Vous pouvez les obtenir gratuitement en adressant vos commandes à la Chancellerie fédérale, d'ici au *31 mars 1995*.

**7 Information et recours**

**71 Communication des résultats**

Nous vous prions de pourvoir, par tous les moyens adéquats, à ce que les résultats de l'élection soient déterminés avec exactitude et aussi rapidement que possible. En conséquence, vous aurez l'obligance de charger les services officiels désignés à cet effet dans votre canton (autorités des communes, cercles ou districts) de faire connaître immédiatement, par *téléfax*, par téléphone ou par télégraphe, les résultats de l'élection à votre Chancellerie d'Etat ou à tout autre service central chargé de cette tâche. La Chancellerie d'Etat ou le service central transmettra le résultat du canton par téléfax (no 031/322'58'43 ou 031/322'37'06) à la Chancellerie fédérale dès qu'il sera connu, et *sans attendre l'expiration du délai de recours.*

**72 Envoi immédiat d'une copie du procès-verbal à la Chancellerie fédérale**

*Une copie non signée du procès-verbal du bureau électoral du canton (formules 4 et 5) sera envoyée immédiatement, à savoir sans attendre l'expiration du délai de recours, à la Chancellerie fédérale (art. 13, 3<sup>e</sup> al., ODP). L'article 14, 2<sup>e</sup> alinéa, ODP dispose que tous les bulletins électoraux, emballés par commune, ainsi que les formules 1 à 4 (pour les cantons où l'élection a lieu selon le système de la représentation proportionnelle) doivent être adressés à l'Office fédéral de la statistique dans les dix jours à compter de l'expiration du délai de recours.*

**73 Recours**

Selon l'article 77, 2<sup>e</sup> alinéa, LDP, un recours peut être interjeté *au gouvernement cantonal* au plus tard le troisième jour après *la publication des résultats dans la feuille officielle du canton.* Selon l'article 79, 1<sup>er</sup> alinéa, LDP, le gouvernement cantonal doit trancher le recours dans les dix jours qui suivent son dépôt. Conformément à l'article 82 LDP, un recours peut être interjeté contre la décision du gouvernement cantonal dans les cinq jours à compter de la notification de la décision.

**731** Il importe que tous les recours puissent être traités entre les élections du 22 octobre 1995 pour le renouvellement intégral du Conseil national et la séance constitutive du Conseil national du 4 décembre 1995. *Comme le délai de recours commence à courir le jour de la publication des résultats dans la feuille officielle du canton, nous vous prions de faire en sorte que les résultats figurant sur la formule 5 soient publiés dans la feuille officielle de votre canton dans le courant de la semaine suivant l'élection, mais au plus tard le lundi 30 octobre 1995, avec mention des voies*

de recours (art. 52, 2<sup>e</sup> al., LDP); nous vous prions par ailleurs de faire parvenir immédiatement trois exemplaires de ce numéro à la Chancellerie fédérale.

**732** *L'indication des voies de recours peut être formulée de la manière suivante: "Un recours concernant ces élections peut être adressé au gouvernement cantonal dans un délai de trois jours (art. 77 s. LDP)."*

**733** Il faudra prévoir, si besoin est, un *numéro spécial* de la feuille officielle. C'est ainsi seulement que nous pourrions être en possession, avant l'ouverture de la session, des recours déposés devant le Conseil national contre des décisions d'un gouvernement cantonal.

**734** *L'original du procès-verbal* du bureau électoral du canton (formule 5 ou, en cas d'accords spéciaux préalables, formule 4) sera signé et envoyé au Conseil fédéral (art. 14, 1<sup>er</sup> al., ODP).

**735** Pour permettre à la Commission de vérification des pouvoirs du Conseil national d'étudier, avant la séance constitutive du Conseil national, les cas au sujet desquels un gouvernement cantonal n'aurait pas encore pris de décision, nous vous prions de bien vouloir *faire parvenir sans tarder à la Chancellerie fédérale une copie de tous les recours que vous aurez reçus.*

**736** Afin d'éviter que les délais de recours n'entraînent des retards, il faut que la décision du gouvernement cantonal soit *notifiée au recourant immédiatement et*, dans tous les cas, *par exprès et en recommandé.* C'est le seul moyen d'éviter que les députés au Conseil national de votre canton ne puissent pas participer à temps, dès le début de la législature, aux délibérations de la Chambre basse nouvellement constituée. La Chancellerie fédérale doit recevoir sans tarder une copie de votre décision sur recours, la date et le mode d'expédition devant être indiqués (art. 79, 3<sup>e</sup> al., LDP), car le délai imparti pour recourir au Conseil national ne commence à courir qu'à compter de la notification de la décision à l'intéressé.

**737** Lorsque des irrégularités invoquées ne peuvent avoir eu une influence décisive sur le résultat de l'élection, la non-entrée en matière n'est dorénavant plus justifiée; toutefois, nous vous prions de rejeter un recours insuffisamment motivé *en renonçant à approfondir l'examen de l'affaire* (art. 79, al. 2<sup>bis</sup>, LDP).

#### **74 Information des candidats élus**

Enfin, nous vous prions *d'avisier*, immédiatement et par écrit, chaque candidat élu de son élection (art. 52, 1<sup>er</sup> al., LDP).

## **8 Procès-verbaux de l'élection**

### **81 Obtention des formules**

L'article 8, 2<sup>e</sup> alinéa, ODP dispose que les cantons peuvent se procurer à la Chancellerie fédérale, au prix coûtant, les formules nécessaires pour toutes les opérations de dépouillement (n<sup>os</sup> 1 à 5). Nous vous remettons donc ci-joint un *jeu complet de ces formules* en format original<sup>1)</sup>.

### **82 Délai de commande**

Nous vous prions de commander ces formules ainsi que les modèles A et B à la Chancellerie fédérale *d'ici au 15 juin 1995*, au moyen du bulletin ci-joint (appendice 2), et d'indiquer le nombre d'exemplaires de chaque formule dont vous avez besoin.

Nous tenons à relever qu'il s'agit de formules sur lesquelles ne figurent aucune dénomination de parti, ni aucun nom de candidat.

## **9 Délais à respecter**

*Un calendrier* (appendice 1) joint à la présente circulaire indique tous les *délais à respecter* pour effectuer certaines opérations et pour communiquer les informations aux autorités fédérales. Nous vous prions de faire en sorte que tous ces délais soient strictement observés, afin que les élections au Conseil national se déroulent sans accroc.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

26 octobre 1994

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Stich

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

---

<sup>1)</sup> Des formules types se trouvent à l'annexe 2 de l'ordonnance du 24 mai 1978 sur les droits politiques (RS 161.11).

## Calendrier des opérations

### A: Préparatifs administratifs

	cf. chiffre dans la circulaire	opération	dernier délai
1.	53	demandes de modification des formules	31 décembre 1994
2.	52	communication, par chaque canton, de la date limite du dépôt des listes de candidats et du délai de mise au point des listes (art. 8a ODP)	1 <sup>er</sup> mars 1995
3.	64	commande auprès de la Chancellerie fédérale du graphique indiquant comment procéder au dépouillement „tirage des bulletins rentrés/traitement des bulletins modifiés“	31 mars 1995
4.	352	communications concernant les exceptions dans l'organisation des bureaux électoraux communaux (appendices 3 et 4)	15 juin 1995
5.	81 + 82	commande des formules et des modèles A et B (appendice 2)	15 juin 1995
6.	54	invitation à déposer les listes de candidats	fin juin 1995

**B: Communication et mise au point des listes de candidats**

cf. chiffre dans la circulaire	opération	jour de la semaine	si la date limite du dépôt des listes de candidats est le							
			7.8.	14.8.	21.8.	28.8.	4.9.	11.9.	18.9.	25.9.
I. 541	dépôt des listes de candidats (art. 21 LDP)	lundi	7.8.	14.8.	21.8.	28.8.	4.9.	11.9.	18.9.	25.9.
II. 551	communication des listes de candidats à la Chancellerie fédérale (art. 21, 3 <sup>e</sup> al., LDP) (téléfax 031/322'58'43)	mardi	8.8.	15.8.	22.8.	29.8.	5.9.	12.9.	19.9.	26.9.
III. 551	radiation des noms des candidats figurant sur plus d'une liste (art. 27, 1 <sup>er</sup> al., LDP) du même canton	mardi	8.8.	15.8.	22.8.	29.8.	5.9.	12.9.	19.9.	26.9.
IV. 551	communication des noms des candidats biffés à la Chancellerie fédérale (téléfax 031/322'58'43) et aux mandataires	mercredi	9.8.	16.8.	23.8.	30.8.	6.9.	13.9.	20.9.	27.9.
V. 551	radiation, par la Chancellerie fédérale, des noms des candidats figurant sur les listes de plusieurs cantons (art. 27, 2 <sup>e</sup> al., LDP)	jeudi	10.8.	17.8.	24.8.	31.8.	7.9.	14.9.	21.9.	28.9.
VI. 551	suppression des défauts (art. 29 LDP); apparentements (art. 31 LDP) en cas de réduction du délai pour la mise au point des listes (7 jours)	lundi	14.8.	21.8.	28.8.	4.9.	11.9.	18.9.	25.9.	2.10.
VII. 551	suppression des défauts (art. 29 LDP); apparentements (art. 31 LDP) en cas de délai normal pour la mise au point des listes (14 jours)	lundi	21.8.	28.8.	4.9.	11.9.	18.9.	25.9.	2.10.	impossible
VIII. 551	communications à la Chancellerie fédérale des modifications apportées lors de la mise au point des listes (téléfax 031/322'58'43) en cas de réduction du délai pour la mise au point des listes (7 jours)	mardi	15.8.	22.8.	29.8.	5.9.	12.9.	19.9.	26.9.	3.10.
IX. 551	communications à la Chancellerie fédérale des modifications apportées lors de la mise au point des listes (téléfax 031/322'58'43) en cas de délai normal pour la mise au point des listes (14 jours)	mardi	22.8.	29.8.	5.9.	12.9.	19.9.	26.9.	3.10.	impossible

**C: Scrutin et validation**

cf. chiffre dans la circulaire	opération	dernier délai
a.	publication des listes (art. 32 LDP)	dans le prochain numéro de la feuille officielle du canton
b. 36 (361)	remise des bulletins électoraux et de la notice explicative (art. 33 et 34 LDP) aux électeurs et à la Chancellerie fédérale	12 octobre 1995 (pour les Suisses de l'étranger: fin septembre 1995)
c. introduction	jour de l'élection	22 octobre 1995
d. 71	transmission à la Chancellerie fédérale des résultats de l'élection	immédiatement après la fin du dépouillement
e. 731	publication des résultats de l'élection dans la feuille officielle du canton	30 octobre 1995
f. 72	envoi à l'Office fédéral de la statistique de tous les bulletins électoraux ainsi que des formules 1 à 4	dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai de recours, au plus tard le 15 novembre 1995

<b>Bestellschein für neutrale</b>	
- Formulare 1-5	(= ohne Vordruck von Listen- und Kandidatinnen)
- Modelle A und B	
- Musterformulare «Wahlvorschlag» und «Listenverbindung»	
<b>Commande de</b>	
- formules neutres 1 à 5	(= sur lesquelles ne figurent ni listes, ni noms de candidats)
- modèles neutres A et B	
- Formules types «Liste de candidats» et «Apparentement»	
<b>Bolletino di ordinazione dei</b>	
- moduli 1-5	(= senza indicazione della liste, né dei candidati)
- modelli A e B	
- Modelli di moduli «Proposte di candidatura» e «Congiunzione di liste»	

*(Bis am 15. Juni 1995 an die Bundeskanzlei einzusenden)  
(A envoyer à la Chancellerie fédérale jusqu'au 15 juin 1995)  
(Da inviare alla Cancelleria federale entro il 15 giugno 1995)*

Kanton Canton Cantone	Abzuliefern an à envoyer à da inviare a		
Formular Formule Modulo	Anzahl Nombre Numero	Musterformular Formules types Modelli di moduli	Anzahl Nombre Numero
1	.....	Wahlvorschlag	
2	.....	Liste de candidats	
		Proposte di candidatura	.....
3	.....	Listenverbindung	
3a	.....	Apparentement	
		Congiunzione di liste	.....
3b	.....		
4	.....	Modell	Anzahl
		Modèle	Nombre
		Modello	Numero
5a	.....	A	.....
5b	.....	B	.....
Ort Lieu Luogo	Datum Date Data	Unterschrift Signature Firma	

Kanton  
 Canton  
 Cantone

Verzeichnis der politischen Gemeinden ohne eigenes Wahlbüro  
 Liste des communes politiques sans bureau électoral  
 Elenco dei comuni politici senza ufficio elettorale proprio

Name der politischen Gemeinde <u>ohne</u> eigenes Wahlbüro Nom de la commune politique <u>sans</u> bureau électoral Nome del Comune politico <u>senza</u> ufficio elettorale proprio	Die Auszählung der Wahlzettel aus nebenstehender Gemeinde erfolgt in der Gemeinde Le dépouillement des bulletins électoraux de la commune ci-contre est effectué dans la commune de Lo spoglio delle schede del Comune a lato ha luogo nel Comune di

Eventuelle Rückfragen sind zu richten an  
 Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à  
 Eventuali informazioni devono essere chieste a

Name  
 Nom  
 Nome

Ort, Datum, Unterschrift  
 Lieu, date, signature  
 Luogo, data e firma

Kanton  
Canton  
Cantone

Verzeichnis der politischen Gemeinden mit mehreren Wahlbüros (Zählkreisen)  
Liste des communes politiques ayant plusieurs bureaux électoraux (bureaux de dépouillement)  
Elenco dei comuni politici con più uffici elettorali

Name der politischen Gemeinde mit <b>mehreren</b> Wahlbüros (Zählkreisen) Nom de la commune politique ayant <b>plusieurs</b> bureaux électoraux (bureaux de dépouillement) Comune politico con <b>più</b> uffici o giurisdizioni elettorali	Bezeichnung (Name) der Wahlbüros oder Zählkreise Désignation (nom) des bureaux électoraux ou bureaux de dépouillement Designazione degli uffici o giurisdizioni elettorali

Eventuelle Rückfragen sind zu richten an  
Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à  
Eventuali informazioni devono essere chieste a

Name  
Nom  
Nome

Ø

Ort, Datum, Unterschrift  
Lieu, date, signature  
Luogo, data e firma

Wahlvorschläge Liste de candidats Lista dei candidati

Kanton: \_\_\_\_\_ Liste Nr.: \_\_\_\_\_ Bezeichnung: \_\_\_\_\_  
Canton: \_\_\_\_\_ Liste no: \_\_\_\_\_ Dénomination: \_\_\_\_\_  
Cantone: \_\_\_\_\_ Lista no: \_\_\_\_\_ Denominazione: \_\_\_\_\_

Kandi- daten-Nr. No du candidat No del candidato	Name Nom Cognome	Vorname Prénom Nome	geb. né en nato	Beruf Profession Professione	Heimatort Lieu d'originé Attinenza	Wohnort Domicile Domicilio

den \_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_\_  
le \_\_\_\_\_  
il \_\_\_\_\_

Stempel der kantonalen Behörde und Unterschrift:  
Sceau de l'autorité cantonale et signature:  
Bollo dell'autorità cantonale e firma:

Zahl der für die Kandidaten erhaltenen Stimmen  
Nombre de suffrages obtenus par les candidats  
Numero dei voti ottenuti dai candidati

Kanton: \_\_\_\_\_ Liste Nr.: \_\_\_\_\_ Bezeichnung: \_\_\_\_\_  
Canton: \_\_\_\_\_ Liste no: \_\_\_\_\_ Dénomination: \_\_\_\_\_  
Cantone: \_\_\_\_\_ Lista no: \_\_\_\_\_ Denominazione: \_\_\_\_\_

Kandi- daten-Nr. No du candidat No del candidato	Name Nom Cognome	Vorname Prénom Nome	geb. né en nato	Beruf Profession Professione	Heimatort Lieu d'origine Attinenza	Wohnort Domicile Domicilio	Stimmen Suffrages Voti

Kanton \_\_\_\_\_  
 Canton \_\_\_\_\_  
 Cantone \_\_\_\_\_

Anzahl Nationalratssitze  
 Nombre de sièges au Conseil national  
 Numero dei seggi \_\_\_\_\_

**Gesamterneuerungswahl des Nationalrates vom  
 Renouvellement intégral du Conseil national du  
 Rinnovo del Consiglio nazionale del \_\_\_\_\_**

- A 1. Bezeichnung des Wahlvorschlages:  
 Dénomination de la liste de candidats:  
 Designazione della proposta:** \_\_\_\_\_
- 2. evtl. Präzisierung nach Alter, Geschlecht, Region oder Parteiflügel:  
 le cas échéant, adjonction de l'âge, du sexe, de la région ou de l'aile d'appartenance:  
 ev. specificazione di sesso, appartenenza di un gruppo, regione o età:** \_\_\_\_\_
- 3. Listennummer (wird vom Kanton zugeteilt):  
 Numéro de la liste (attribué par le canton):  
 Numero della lista (assegnato dal Cantone):** \_\_\_\_\_

**B Kandidaten  
 Candidats  
 Candidati**

Nr. N° No.	Name Nom Cognome	Vorname Prénom Nome	Ge- burts- jahr Année de nois- sance Anno di nas- cita	Beruf Profession Professione	Strasse Rue Via	Nr. N° No.	PLZ NPA NPA	Wohnort Lieu de domicile Domicilio	PLZ NPA NPA	Heimatort Lieu d'origine Luogo di attinenza	Unterschrift Signature Firma	Bemer- kungen*) Remarque*) Osservazioni**)	Kontrolle (leer lassen) Contrôle (laisser en blanc) Controllo (lasciare in bianco)

\*) Unter dieser Rubrik sind ein Vertreter des Wahlvorschlages und sein Stellvertreter zu bezeichnen. Diese sind gegenüber den zuständigen Amtsstellen von Kanton und Bund berechtigt und verpflichtet, allenfalls nötige Erklärungen zur Bereinigung von Anständen oder Unklarheiten im Namen aller Unterzeichner rechtsverbindlich abzugeben (BPR Art. 25 Abs. 2). Wo eine klare Bezeichnung fehlt, kommt diese Aufgabe dem Erst- und dem Zweitunterzeichner zu.

\*\*) Mentionner sous cette rubrique le nom du mandataire des signataires et celui de son suppléant. Ils ont, vis-à-vis de l'office cantonal compétent et de la Confédération, le droit et l'obligation de donner s'il le faut, au nom des signataires de la liste et de manière à les lier juridiquement, toutes les indications permettant d'éliminer les difficultés qui pourraient se produire (art. 25, 2<sup>e</sup> al., LDP). Si ces mentions font défaut, cette tâche incombe au premier et au deuxième signataires.

\*\*) In questa rubrica devono essere designati il rappresentante e il suo sostituto che davanti agli uffici cantonali e federali competenti hanno il diritto e il dovere di fare validamente, in nome dei firmatari, le dichiarazioni necessarie a togliere le difficoltà che potessero sorgere (art. 25 cpv. 2 LDP). In caso di non chiara indicazione, per legge si riterrà rappresentante il primo firmatario e sostituto il secondo.





## **Circulaire du Conseil fédéral aux gouvernements cantonaux concernant les élections pour le renouvellement intégral du Conseil national du 22 octobre 1995 du 26 octobre 1994**

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	5
Volume	
Volume	
Heft	51
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.12.1994
Date	
Data	
Seite	849-876
Page	
Pagina	
Ref. No	10 108 020

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.